

**Objet :** Réglementation temporaire de circulation – Avenue Charles de Gaulle

**N°ATP 2026-139**

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

Le Maire de La Roche-sur-Foron,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2212-4, L 2212-5, L 2213-1, L 2213-2, 1°, L 2213-2, 2°, L2213-3, L2213-4, R2213-1 ;

**Vu** le Code de la Route, articles R.411-1 à R.411-9, R.417-1 à R.417-4, R.417-10 à R.417-12 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière ;

**Vu** le Code pénal ;

**Vu** l'arrêté général communal N° A 2024-474 du 22/11/2024 réglementant la circulation et le stationnement sur l'ensemble du territoire de la Roche-sur-Foron,

**Considérant** la demande de l'entreprise « 1B2L TP RÉSEAUX » – représenté par M. BADAOUI Khaïd – 22 rue Pierre Brasseur – 73000 CHAMBÉRY, déposée le 13/03/2026, portant sur des travaux de maintenance sur le réseau fibre pour le compte d'ORANGE, situé aux numéros 99 et 526 avenue Charles de Gaulle ;

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation des véhicules motorisés ou non sur la voie concernée pendant ces travaux ;

## **ARRÊTÉ**

### **Article 1 :**

**Du 23 au 25 mars 2026 inclus**, l'entreprise « 1B2L TP RÉSEAUX » est autorisée à effectuer, sur une journée durant cette période, des travaux de maintenance sur le réseau fibre pour le compte d'ORANGE, aux numéros 99 et 526 de l'avenue Charles de Gaulle.

### **Article 2 :**

Pendant la durée des travaux, la circulation de tous les véhicules, motorisés ou non, sera maintenu sur une **chaussée rétrécie** au droit du chantier. La **circulation sera alternée par feux tricolores**. La **vitesse maximale autorisée sera limitée à 30 km/h**.

**Le stationnement au droit du chantier sera interdit.**

### **Article 3 :**

**Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.**

**Les agents de la Police Municipale seront chargés de l'exécution du présent arrêté.**

### **Article 4 :**

Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des piétons durant toute la durée du chantier.

### **Article 5 :**

Durant cette période, l'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers. Elle est et demeure entièrement responsable de tous incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de ces travaux.

### **Article 6 :**

**L'entreprise devra en permanence garantir le libre passage des véhicules de secours.**

**Article 7 :**

Une signalisation réglementaire sera mise en place en amont et en aval du chantier (panneaux, cônes, piquets mobiles, etc.). Les dispositifs de protection et de balisage devront être entretenus pendant toute la durée du chantier par l'entreprise.

**Article 8 :**

L'entreprise devra veiller à la propreté, la lisibilité et la permanence de la signalisation pendant toute la durée des travaux. Elle devra adapter la signalisation en cas d'interruption et la retirer à l'issue du chantier.

**Article 9 :**

Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise **au minimum 72 heures avant le début de l'intervention**, à chaque extrémité du chantier.

**Article 10 :**

L'entreprise sera tenue responsable de tout accident résultant :

- d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation,
- des travaux réalisés ou de leur mise en œuvre.

**Article 11 :**

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par publication sur le site internet de la commune et par affichage sur le site du chantier.

**Article 12 :**

Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du Maire.

Une ampliation sera adressée, le cas échéant, au contrôle de légalité.

**Article 13 :**

Sont chargés chacun, en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté :

- L'entreprise « IB2L TP RÉSEAUX »,
- La Police Municipale.

Ampliation sera transmise à M. le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers, à la Communauté de Communes du Pays Rochois, au Service Voirie, à Proximité, au foyer « Aller Plus Haut », à la Brigade de Gendarmerie et au Directeur Général des Services.

Certifié exécutoire par le Maire

Reçu en sous-préfecture de Bonneville le

Publié sur le site de la ville le 23/03/26

Notifié à l'entreprise le 23/03/26.

En mairie, le 20 mars 2026

Le Maire,

Pierrick DUCIMETIÈRE



Conformément

à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, boîte postale 1135b, 38022 Grenoble Cedex. Saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) (comprenant l'accès à «Télérecours citoyens»). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de la commune. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).